

**MARCHÉ PUBLIC****LETTRE DE CONSULTATION*****Pouvoir adjudicateur***

Ministère de la Transition Écologique  
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE)

***Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)***

Madame la Directrice interdépartementale des Routes Centre-Est, par délégation de Madame la Préfète coordonnatrice des itinéraires routiers (arrêté préfectoral n° 69-2023-01-30-00057 portant désignation du pouvoir adjudicateur des marchés de la direction interdépartementale des routes Centre-Est, publié au RAA n°69-2023-018 du 30/01/2023)

***Objet de la consultation***

RN151 – Déviation de Clamecy – Etudes pour la remise en peinture des AO10 et OA 11 – Détection d'amiante/plomb avant travaux sur ouvrage

***Remise des offres***

Date et heure limites de réception : **05/05/23 à 12h00**

# LETTRE DE CONSULTATION

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b><u>3</u></b>
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b><u>3</u></b>
2-1. Définition de la procédure.....	<u>3</u>
2-2. Variantes.....	<u>3</u>
2-3. Modifications de détail au dossier de consultation.....	<u>3</u>
2-4. Délai de validité des offres.....	<u>3</u>
2-5. Nature de l'attributaire.....	<u>3</u>
<b>ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....</b>	<b><u>4</u></b>
3-1. Documents fournis aux candidats :.....	<u>4</u>
3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats :.....	<u>4</u>
3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	<u>4</u>
<b>ARTICLE 4. EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION.....</b>	<b><u>5</u></b>
<b>ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....</b>	<b><u>5</u></b>
<b>ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....</b>	<b><u>6</u></b>
<b>ARTICLE 7. INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS.....</b>	<b><u>6</u></b>

# LETTRE DE CONSULTATION

***Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître d'ouvrage".  
Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation  
CCP.***

## **ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION**

Les prestations concernent :

- un repérage amiante avant réalisation de travaux, au sens de la norme NF X 46-102,
- un repérage plomb avant travaux, au sens de la norme NF X 46-035,

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Commune de Clamecy (58).

## **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** passé en application des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique.

### **2-2. Variantes**

Les candidats doivent répondre à la solution de base. Les variantes ne seront pas autorisées.

### **2-3. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **2-4. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 90 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

### **2-5. Nature de l'attributaire**

Le marché sera conclu :

- soit avec un entrepreneur unique,
- soit avec des entrepreneurs groupés ; dans ce cas indiquer le nom du mandataire. En cas de groupement conjoint, le mandataire doit être solidaire financièrement.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

## **ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence **dirce-srexm-2023-plomb-amiante**

### **3-1. Documents fournis aux candidats :**

Le dossier de consultation est envoyé par mail aux candidats. Il est constitué par :

- La présente lettre de consultation ;
- Le cahier des charges ;
- Le document financier.

### **3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats :**

Les documents des candidats seront entièrement rédigés ou traduits en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

- Un devis sur la base du cahier des charges et notamment du détail estimatif joint ;
- Une notice justificative indiquant la méthodologie, l'organisation mise en place par le candidat pour répondre à la demande, ainsi que son accréditation ;
- Une esquisse de plan de prélèvement envisagé.

### **3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu**

Pour l'application des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L. 2141-1 et L. 2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée sur le devis et ce avant la notification du marché. À défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle du devis.

## **ARTICLE 4. EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION**

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L2152-1 à L2152-4 du code de la commande publique et les offres anormalement basses à son article L2152-5.

Après examen des offres de chaque candidat, offres inappropriées et les offres anormalement basses seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Le RPA prévoit une négociation des offres. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. Cette éventuelle négociation donnera lieu à des échanges écrits. Le nombre de candidat admis à l'éventuelle négociation n'est pas limité, tous les candidats dont les offres ne sont pas éliminées seront admis à l'éventuelle négociation.

Au terme de la négociation, les offres restées irrégulières ou inacceptables seront éliminées par le RPA.

L'entreprise retenue sera jugée au mieux disant, l'unique critère de jugement des offres sera le prix des prestations.

Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans le détail estimatif seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

## **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

**Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.**

**Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique sur la plateforme PLACE à la référence dirce-srexm-2023-plomb-amiante**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres offres sont effacées des fichiers du Pouvoir Adjudicateur sans avoir été lues.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

Les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page 1 du présent règlement.

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>).

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 7. INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS**

Tribunal administratif Dijon 21000  
22 rue d'Assas BP 61616  
21016 Dijon Cedex  
Téléphone : 03 80 73 91 00  
Télécopie : 03 80 73 39 89  
[greffe.ta-dijon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-dijon@juradm.fr)